

Deuxième semaine de grève reconductible

Dans toutes les raffineries du pays, à la SNCF, dans l'Education Nationale, les Collectivités Territoriales, des centres EDF, des ports, dans les ministères (Finances, Culture, Travail, ...), et dans de multiples entreprises privées de tous les secteurs professionnels, le mouvement de grève est reconduit depuis le 12 octobre, sous différentes formes (grève totale, débrayage quotidien...). Nous sommes bien dans un mouvement de grève reconductible interprofessionnelle qui s'élargit, s'enracine et se durcit. L'Union syndicale Solidaires redit son soutien à cette nécessaire grève générale, aux Assemblées Générales de grévistes qui décident de la forme, des suites de leur action.

Après cette première semaine de grève et à la veille d'une journée nationale de manifestations mardi 19, le mouvement va marquer un saut quantitatif. Des secteurs professionnels nouveaux entrent en grève en ce début de semaine, comme les routiers, les convoyeurs de fonds. Et partout, des salarié-e-s qui n'étaient pas ou plus dans la grève s'y remettent en ce début de semaine, pour réussir une énorme journée de grève et de manifestations mardi.

Face à la répression : notre solidarité active !

En fin de semaine passée, le gouvernement s'en est pris violemment à plusieurs manifestations de lycéen-ne-s, utilisant la police pour tenter d'effrayer les jeunes qui se révoltent, et dans l'espoir de déporter le débat sur « les casseurs » ... dont bon nombre sont en fait en service commandé ! Le Pouvoir s'en prend aussi aux salarié-e-s : après avoir fait dégager par la Police des terminaux méthaniers, ce week-end il invente des « réquisitions » contre les salarié-e-s du secteur privé de certaines raffineries !

Cette fuite en avant dans la répression montre à quel point le gouvernement est en difficulté face à ce mouvement qui ne désarme pas ! Notre réponse, c'est notre nombre, notre détermination, et la solidarité ouvrière. Le travail unitaire entre tous les syndicats de salarié-e-s et les organisations d'étudiant-e-s et de lycéen-ne-s montre que la division entre générations n'est pas de mise. Les actions interprofessionnelles décidées localement pour appuyer les sites en grève et qui permettent d'élargir le mouvement chaque jour sont l'expression de la solidarité et de la volonté de s'inscrire dans un « Tous ensemble » contre ce gouvernement qui ne veut rien entendre.

Mais qui sont ces gens qui nous donnent des leçons ?

Pourquoi tous ces députés, sénateurs, ministres et autres porte-parole de l'UMP, ne disent-ils pas que :

- ⇒ La plupart d'entre eux cumulent les retraites liées à différents mandats, dans des conditions qui n'ont vraiment rien à voir avec les régimes de retraite des salarié-e-s.
- ⇒ Un des soucis d'Eric Woerth, avant de partir du Ministère des Finances pour mettre en œuvre la contre-réforme des retraites a été ... d'assurer le maintien du régime de retraite très spécial des Conseillers Régionaux de Picardie (E. Woerth est membre du Conseil Régional de Picardie)
- ⇒ L'Assemblée Nationale a rejeté le 3 septembre 2010 un amendement visant à mettre un terme au régime dérogatoire des parlementaires qui octroie une retraite de 1550 euros par mois après ... 5 ans de cotisation !
- ⇒ De l'argent il y en a pour financer nos retraites et revenir sur les contre-réformes de 2007, 2003 et 1993 (bouclier fiscal, exonérations fiscales, 212 milliards de bénéfices pour les entreprises du CAC 40 en 3 ans, ...)

Pour gagner : amplifions la grève !

La grève, cela coûte de l'argent, c'est certain. Mais ne pas la faire, nous coûtera bien plus cher ! Ils nous volent deux années de nos vies ! C'est le moment d'amplifier l'action : en grève dès lundi partout où c'est possible et tous ensemble mardi. C'est la seule façon d'empêcher le projet de loi réactionnaire, les contre-réformes suivantes et la régression sociale pour les générations futures. L'immense majorité des salarié-e-s est contre cette réforme : c'est mardi qu'il faut le montrer en continuant, renforçant et développant la grève nationale interprofessionnelle. Le mardi 19 octobre doit faire partie de ces journées qui marquent l'histoire sociale du pays.

Manifestations partout en France, mardi 19 à l'appel de tous les syndicats